

Bulletin d'histoire politique

Histoire et idéologie

Autour de la Révolution française, le débat entre Albert Soboul et François Furet

Marc Bordeleau



Volume 8, numéro 1, automne 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060401ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060401ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bordeleau, M. (1999). Histoire et idéologie : autour de la Révolution française, le débat entre Albert Soboul et François Furet. *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 210–222. <https://doi.org/10.7202/1060401ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Histoire et Idéologie

Autour de la Révolution française, le débat entre Albert Soboul et François Furet



Marc Bordeleau
historien

Au début des années 1970, éclatait en France une polémique autour de la Révolution française. Cette controverse prit la tournure d'une lutte personnalisée entre deux historiens de la Révolution française, Albert Soboul et François Furet. Soboul (1914-1982) était membre du Parti communiste français (P.C.F.) et titulaire de la Chaire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne (Paris I). Il incarnait une certaine vision de la Révolution, dite sociale classique à tendance marxiste, que l'on peut résumer ainsi: la Révolution française était par essence une lutte des classes entre la noblesse et la bourgeoisie et par conséquent elle peut être définie comme une révolution bourgeoise et antiféodale en un bloc, à noyau paysan et à soutien populaire. Soboul et son interprétation, dite historiographie sociale classique, furent la cible visée par les attaques «révisionnistes» de François Furet.

Ce dernier était un ex-membre du P.C.F. et directeur, à l'époque de cette querelle, de la section d'histoire de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), rivale de la Sorbonne. Leur participation commune à l'idéologie communiste, pour Soboul toujours actuelle au moment de la polémique et pour Furet, chose du passé, n'est pas innocente. Ce fut un élément important de cette controverse. Il y avait bien un enjeu intellectuel — il s'agissait de «comprendre» ou «penser» la Révolution — mais sur le fond ce débat était fortement idéologique et tournait autour du communisme et de l'idée de la révolution comme moyen de changement de la société. Idée qui obsède Furet, le conduisant à exorciser son passé communiste, comme nous le constatons par la publication en 1995 du *Passé d'une illusion*.

Nous verrons dans ce texte comment Furet s'y est pris pour défaire l'interprétation soboulienne. Il y est parvenu, car aujourd'hui un certain tabou environne la production historique de Soboul et même de ses disciples alors que Furet sera «couronné» roi du Bicentenaire de 1989. Mais depuis un certain temps le travail de Furet est sérieusement remis en question, son décès, survenu à l'été de 1997, ne faisant qu'accélérer les choses. Avec le recul, nous constatons que les attaques de Furet à l'égard de Soboul étaient davantage

d'ordre idéologique que scientifique, ce qui devrait nous faire réfléchir sur la valeur réelle de son travail d'historien et sur l'ostracisme qu'il fit subir à Soboul.

D'abord les anglo-saxons

L'interprétation sociale classique de la Révolution défendue par Soboul et avant lui par Albert Mathiez (1874-1932) et Georges Lefebvre (1874-1959) fut vivement attaquée à partir de 1954. Les historiens anglo-saxons, généralement anti-marxistes, anti-théoriciens et empiristes, amorcèrent l'attaque. Ils remirent en cause l'utilité du marxisme dans les études révolutionnaires ainsi que la définition de la bourgeoisie et de son rôle dans la Révolution. Ils se demandaient aussi, si la Révolution avait bien hâté l'avènement du capitalisme en France comme l'affirmaient les marxistes. À l'époque, ces attaques étaient destinées à Lefebvre; par la suite, quand des historiens français prendront la relève des anglo-saxons, elles se tourneront contre Soboul.

À Londres en 1954, l'historien Alfred Cobban, choisissait comme thème de sa leçon inaugurale ce qu'il qualifiait de «mythe de la Révolution française» qu'il développa davantage dans son livre *The social interpretation of the French Revolution*. Pour lui, Lefebvre errait quand il affirmait le caractère social de la Révolution, car elle était selon lui, essentiellement politique avec des conséquences sociales et non l'inverse. Il trouve injustifiable la classification de l'aristocratie, de la bourgeoisie et des sans-culottes en termes de classes sociales, voyant plutôt ces dernières comme des catégories politiques. Il déniait à la Révolution son caractère bourgeois et antiféodal et ne croyait pas qu'elle avait ouvert la voie au capitalisme. Il affirmait que la Révolution n'avait pas détruit le féodalisme, ce dernier étant déjà vétuste dans les années 1780. De plus, pour Cobban, la bourgeoisie ne formait pas cette classe d'entrepreneurs capitalistes, tel que définie par Lefebvre, mais plutôt une classe de propriétaires terriens, de rentiers et de fonctionnaires. Ainsi, c'est une classe déclinante qui allait conduire la Révolution et causer le retard de l'instauration du capitalisme en France.

D'autres historiens tels que, George V. Taylor et Elisabeth Eisenstein, prirent la voie ouverte par Cobban tout en approfondissant les conclusions de leurs prédécesseurs¹. Les anglo-saxons en appelaient donc à une redéfinition de la terminologie utilisée en histoire de la Révolution et à un rejet de la théorie marxiste. Cet appel fut entendu outre-Atlantique. Les historiens français allaient reprendre cette terminologie. Dans ce courant «révisionniste», il ne faudrait pas oublier l'effort conjugué des historiens Robert Palmer (américain) et Jacques Godechot (France) afin d'intégrer la Révolution dans un ensemble «occidental ou atlantique», dont elle ne serait

qu'une variante. Ensemble dans lequel circulaient les idées révolutionnaires à partir des Treize Colonies dès 1763, à Malte en 1798. Mais Palmer et Godechot étaient plutôt en accord, à quelques nuances près, avec l'interprétation sociale classique de la Révolution. Pour Soboul, Palmer et Godechot remettent en question le caractère spécifique et national de la Révolution et cherchent, en pleine Guerre Froide, une justification historique à l'Alliance Atlantique. Mais ces attaques anglo-saxonnes contre l'historiographie sociale classique de la Révolution et celles de Palmer et Godechot troublent peu Soboul. Les premiers sont des étrangers et la théorie «occidentaliste» des seconds ne l'a pas emporté en France, selon lui. Il en sera autrement quand des historiens français prendront le relais du révisionnisme anglo-saxon, Soboul devenant plus acariâtre. La lutte s'engageait².

François Furet et le «révisionnisme» français.

De ces historiens français, les plus connus à l'époque (1965-1970) étaient François Furet et Denis Richet. Ces derniers utilisèrent en grande partie l'arsenal théorique et argumentatif ébauché par les historiens anglo-saxons. Cette lutte entre historiens «classiques» et «révisionnistes» prit en France la tournure d'une lutte personnalisée entre François Furet et Albert Soboul. Le premier, ex-membre du P.C.F., disions-nous, où son dogmatisme stalinien fut remarqué par Emmanuel Le Roy Ladurie, par exemple, et le second, toujours membre, mais plutôt inactif et moins dogmatique qu'on l'eût cru ou qu'on voulait le croire. Cette participation au P.C.F. est une dimension importante de ce débat. Derrière les enjeux strictement intellectuels et scientifiques de ce débat se cachait une lutte franchement idéologique et politique, lui donnant parfois une teinte dénuée d'élégance.

Le tout débute avec la publication en 1965-1966, d'un livre co-écrit par François Furet et Denis Richet intitulé *La Révolution française*. Dans ce livre, les deux auteurs revenaient à l'idée que la Révolution fut une révolution des Lumières, que 1789 consistait en un télescopage de trois révolutions (la juridique, la citadine et la paysanne) et enfin, ils avancèrent la théorie d'un dérapage de la Révolution entre 1792-1794, avec l'entrée des masses dans le jeu politique et le processus révolutionnaire. On serait alors passé d'une révolution des Lumières aristocratique et bourgeoise à une révolution populaire, violente et rétrograde, sans liens avec la précédente.

Mais la controverse autour de ce livre ne viendra que plus tard, soit en 1970. Sauf pour le dérapage, ce livre était somme toute assez près de l'historiographie classique, Mathiez et Lefebvre n'ont-ils pas aussi proposé pour définir 1789 la rencontre de trois révolutions? De plus, les deux auteurs reconnaissaient le caractère bourgeois de celle-ci. Ce qui importe le plus est de savoir pourquoi Soboul et son disciple, l'historien communiste Claude

Mazauric, ont attendu si longtemps pour s'en prendre durement à ce livre et pourquoi ils l'ont fait ? C'est que l'esprit de Furet et de Richet avait évolué depuis la parution de ce livre. Dans leur évolution, ils rejeteront l'idée de la nécessité de la Révolution et son caractère bourgeois. Ce faisant, ils s'en prenaient alors, selon Soboul, à «un demi-siècle d'historiographie» sinon à l'ensemble de celle-ci, de Barnave (révolutionnaire et historien de la Révolution vers 1792) à Lefebvre. Par exemple, ils se mirent à la suite d'Edgar Faure qui en 1961, publiait *La disgrâce de Turgot. 12 mai 1776*, où il faisait ressortir le caractère libéral des réformes de Turgot. Pour Faure, ainsi que pour Furet et Richet, si les réformes de Turgot avaient été appliquées, la France aurait pu faire l'économie d'une révolution, la voie réformiste l'ayant emporté. En 1969, Denis Richet, dans un article désormais célèbre sur les origines idéologiques lointaines de la Révolution, proposait le rejet de la «théorie marxienne» de révolution bourgeoise pour la remplacer par la théorie de la révolution des élites. Ces élites, formées de bourgeois et d'aristocrates vivaient comme en osmose sous l'égide des idées des Lumières (Raison et Mérite), de la propriété et de l'argent.

Ce sont ces dernières innovations qui provoquèrent la réaction de Soboul et Mazauric. Pour ces deux historiens, les racines du mal «révisionniste» français se retrouvaient déjà dans le livre de 1965. En fait, dans toute cette histoire on peut croire que c'est Soboul, avec la complicité de Mazauric, qui a ouvert les hostilités. Dans la préface d'un livre de Mazauric, *Sur la Révolution française, contributions à l'histoire de la révolution bourgeoise*, Soboul s'en prend de manière partisane et peu courtoise à François Furet et à Denis Richet, sans les nommer directement. Il les considère ni plus ni moins comme des renégats. Selon lui, ils trahissaient la France et la cause révolutionnaire en reprenant à leur compte les théories des historiens anglo-saxons, teintées d'anti-marxisme, donnant ainsi dans le gaullisme environnant³.

Furet répliqua à cette diatribe par un article percutant et cinglant intitulé «Le catéchisme révolutionnaire», publié dans les *Annales E S C* de 1971⁴. Ce texte fut sans aucun doute l'instrument le plus efficace du déboulonnage de l'historiographie classique entamé par Cobban en 1954. L'article contenait une critique décapante de l'histoire produite par Soboul et ses disciples, dont Mazauric, histoire «mazaurico-soboulienne» définie comme une «vulgate révolutionnaire» ou une histoire «lénino-populiste». Voici les principaux reproches que Furet adressa à Soboul et à Mazauric. Selon lui, Soboul aurait substitué «aux quelques analyses parfois contradictoires» de Marx et Engels sur la Révolution, un

marxisme simplificateur, une sorte de schéma linéaire de l'histoire. Furet poursuit:

Si cette contradiction évidente ne gêne pas l'historien «marxiste», c'est que cet historien est moins marxiste que néo-jacobin. (Je souligne)*Il plaque un schéma marxiste, véhiculé par la Révolution soviétique, sur un investissement politico-affectif autrement puissant et qui est l'interprétation de la Révolution par elle-même, à la fois comme fondatrice de la «grande nation» et comme libératrice de la société universelle, c'est-à-dire comme «jacobine», beaucoup plus que comme constituante.*

Ce n'est donc pas tant le marxisme de Soboul (simpliste et occultant la vision complexe que Marx avait de la Révolution, selon Furet) que dénonce Furet, que ce marxisme lui soit inspiré par la Révolution bolchevique. Pour Furet, Soboul et les autres historiens marxistes ou néo-jacobins apprécient le caractère universel de la Révolution bolchevique où l'U.R.S.S. succédant à la France de 1793, tient un rôle de libératrice. L'histoire soboulienne est «intoxiquée» par cette notion de nation éclairée et libératrice de laquelle on tire des leçons, l'«histoire devenant pédagogie du progrès» où 1789, surtout 1793, conduisent inmanquablement à Octobre 1917. C'est cette «intoxication de l'histoire» qui, selon Furet, fait parler Soboul de 1793, comme au présent.

Résumons les reproches de Furet à l'égard de Soboul: 1) La faiblesse de la conceptualisation de la Révolution chez Soboul et son usage simpliste du marxisme; 2) La lecture de la Révolution de 1789 à travers celle d'Octobre 1917, où la première est annonciatrice de la seconde et sa justification historique (puisque la Révolution française fut bourgeoise, celle du prolétariat devait encore venir), où on remarque aussi un glissement d'intérêt de 1789 vers 1793; 3) Le militantisme inhérent à l'histoire soboulienne où le chercheur doit montrer sa couleur politique pour faire «approuver» son travail (d'où l'accusation d'une histoire lénino-populiste et dogmatique) où toute tentative de repenser la Révolution est perçue comme une attaque contre Octobre 1917 et le communisme; 4) Cette histoire «mazauro-soboulienne» quoique médiocre conceptuellement, est riche en érudition. Mais puisqu'elle repose sur un préjugé idéologique (le marxisme-léninisme) dans lequel on fait entrer de force les faits historiques et qu'elle émane d'une réflexion téléologique, cette histoire est desséchée, figée, sclérosée et pauvre. Furet ouvrait donc la voie aux attaques directes contre Soboul. Si ce dernier manqua de délicatesse en qualifiant Furet et Richet de renégats, on le lui

rendit bien. On s'en prit à sa réputation en qualifiant ses travaux de plagiat. Richet a le «courage» de signer cette accusation dans les *Annales ESC*, pendant que les courageux dénonciateurs du périodique *Contrepoint*, préféreront garder l'anonymat⁵.

Si l'historiographie classique, d'inspiration marxiste, et Albert Soboul ont bénéficié du climat intellectuel français d'après-guerre, favorable au communisme, la révision de Furet profitera de la modification de la conjoncture idéologique et intellectuelle française après 1968. Après la révélation des crimes de Staline en 1956, l'invasion de la Hongrie (1956) et de la Tchécoslovaquie (1968), l'intelligentsia française se désillusionna du «paradis» soviétique. Une nouvelle gauche intellectuelle et libertaire apparaissait. Cette dernière était hostile aux régimes totalitaires et militait en faveur de la liberté et des droits de l'homme. Pour elle, aucune idéologie, aucune raison d'État ne devait annihiler l'individu. Elle condamnait cette pratique que ce soit au présent ou dans le passé, par exemple, dans le cas de la grande Terreur de l'an II.

Quand en 1974, l'écrivain russe Alexandre Soljénitsyne décrit les conditions de vie des goulags en URSS et les atrocités qui y étaient commises, il contribua à la rupture totale de cette nouvelle gauche avec ce pays totalitaire et avec le marxisme. Avec l'URSS et le marxisme, c'est l'idée même de révolution (et du totalitarisme qui en découle) qui est rejetée. On lui préféra dès lors le réformisme. Le communisme et le marxisme étaient alors en plein reflux. S'ils avaient séduit la majorité des intellectuels français pendant de nombreuses années (1944-1956), leur influence auprès de l'ensemble de la population se limitait à l'électorat communiste qui n'atteignit jamais les 30%. Il y avait toujours eu cette adéquation entre la majorité de l'intelligentsia française et la majorité de la population. À la fin des années 1970, ce sont des intellectuels de gauche et non plus seulement de la droite qui condamnaient l'URSS, se joignant ainsi à l'idéologie de la majorité de la population. Furet put en profiter pour mener à terme son entreprise de déboulochage⁶. Ce dernier bénéficia aussi de l'impopularité de l'Université (de la Sorbonne), vivement conspuée par les étudiants contestataires de Mai 68, alors que le courant dit des «Annales» devenait la principale force d'attraction. Face à cette «vieille Sorbonne» contestée, l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (l'É.H.É.S.S), alors nouveau centre dynamique de la recherche historique, attirait à elle plusieurs jeunes chercheurs. Furet, qui était en 1968 l'un des collaborateurs du ministre de l'Éducation nationale Edgar Faure et Directeur du centre des recherches historiques à l'EHESS fera profiter cette dernière de sa collaboration. En 1975, l'EHESS put créditer ses cours et comme dans les universités, offrir des diplômes à ses étudiants. Quand en 1978, François Furet fait paraître son livre-programme

Penser la Révolution française, vaste travail de révision de l'historiographie révolutionnaire, il choisit un moment propice.

Par ce livre, Furet lance un vaste programme de relecture de la Révolution. Ici, l'enjeu est intellectuel: pour Furet, il s'agit de comprendre la Révolution. Il propose alors une alternative à l'interprétation sociale classique de la Révolution, à tendance «communiste». Ce qu'il vise, et il ne s'en cache pas, c'est le recul, sinon la destruction de l'influence du communisme dans la société française. Il veut aussi mettre fin «à la croyance que la politique (le volontarisme politique, donc la révolution) peut changer la société». C'est le principal enjeu idéologique de la lutte entre Furet et Soboul. Pour contrer les passions révolutionnaires, alimentées selon Furet, par le «discours communiste ou jacobino-léniniste» sur la Révolution française, il proclame que la «Révolution française est terminée» et que cette dernière n'est plus d'aucun enjeu politique en France, puisque la droite s'y est finalement ralliée. Il souhaite la mort de cette histoire commémorative où la Révolution est définie par elle-même. Il faut, selon Furet, dépolitiser cette histoire, surtout en extraire la «contamination» que fut cette greffe marxiste-léniniste sur une historiographie campée à gauche. Selon Furet, la Révolution devait donc devenir un «objet froid», comme les études sur les rois mérovingiens. On peut se demander ce qu'il a pensé du débat en France autour de la visite de Jean-Paul II à Reims pour le 1500^e anniversaire du baptême de Clovis.

L'alternative que Furet propose à l'histoire «jacobino-léniniste», c'est un retour à la conception de la Révolution comme révolution politique, qui modifia en France les représentations du pouvoir et sa redistribution. Il voudrait d'ailleurs qu'on élargisse le cadre chronologique vers l'aval, c'est-à-dire, jusqu'à la victoire de la Révolution par la proclamation de la Troisième République (1880). Il réalisera lui-même cette partie du programme, en 1988, avec son livre *La Révolution française 1770-1880* (Hachette/Pluriel), où la dimension sociale et économique est totalement exclue. Pour Furet, la Révolution française est à l'origine de la démocratie politique et non de l'économie capitaliste et, selon lui, la lutte des classes n'est d'aucune utilité pour comprendre cette dernière.

À la fin du livre, Furet propose deux «nouvelles» lectures de la Révolution puisées dans le passé, celle de Tocqueville, où la Révolution continue l'œuvre centralisatrice de l'État monarchique, posant la question de l'autonomie de la société face à l'État et celle d'Augustin Cochin, catholique réactionnaire du début du XX^e siècle, proposant une étude de la rupture révolutionnaire préparée dans les salons littéraires, les loges maçonniques, dès la seconde moitié du XVIII^e siècle. Mais il y a un paradoxe dans l'interprétation globale de la Révolution que Furet nous présente dans ce livre.

Si la Révolution est à l'origine de la démocratie française, elle est aussi, avec l'expérience terroriste de l'an II, à l'origine des dérives totalitaires du XX^e siècle puisque pour Furet (en ce sens il représente bien cette gauche libertaire): «Aujourd'hui, le Goulag conduit à repenser la Terreur, en vertu d'une identité dans le projet» Ici, Furet associe 1789-1793 à Octobre 1917. En fait, les deux révolutions ont été pour lui, «consubstantiellement des systèmes de contraintes».

Au sujet de la Terreur, Furet rompt ici, avec ses thèses de 1965. Il n'est plus question d'un dérapage de la Révolution puisque la Terreur est endogène à la Révolution, donc déjà inscrite en 1789. Remarquons ici la singulière contradiction de Furet. Repenser la Terreur à travers l'expérience du Goulag débouche sur la pratique historique des historiens «marxistes» qu'il a lui-même dénoncée, à savoir, «une projection mécanique et passionnelle du présent sur le passé» ou une lecture de la Révolution française à partir de la Révolution bolchevique. C'est ce que fit Furet. Que l'on fasse une lecture de la Révolution française à travers celle d'Octobre 1917 pour justifier cette dernière (c'est le but des marxistes) ou pour la discréditer (c'est ce que fait Furet), quelle différence? Si, par son interprétation de l'histoire de la Révolution, Soboul favorisait la voie révolutionnaire pour changer la société et que Furet, avec la sienne privilégiait la voie réformiste, quelle différence? Si les buts visés diffèrent, le procédé demeure le même. En ce sens, l'histoire de Furet est tout aussi militante que l'histoire de Soboul. De plus, en jetant l'histoire marxiste de la Révolution dans un total discrédit, en l'associant à Octobre 1917 et au totalitarisme, Furet, par un curieux retournement des choses, forcera les historiens à se situer idéologiquement, attitude qu'il dénonçait pourtant chez Soboul. Si pour Soboul l'histoire réellement scientifique est marxiste, pour Furet, elle devait s'en dégager. Il aura à cette égard une attitude dogmatique, similaire à celle qu'il détestait chez Soboul, en jetant un total interdit sur tout historien s'inspirant du marxisme. Par exemple, bien après la mort de Soboul, lors du bicentenaire en 1989, Furet refusa de participer aux travaux de la Commission scientifique du Bicentenaire, présidée par Michel Vovelle, parce que ce dernier était demeuré communiste. Que Vovelle fut plus près des *Annales ESC* que des *Annales Historiques de la Révolution française* (A.H.R.F.) dirigées par Soboul, cela importait peu à Furet. Vovelle était communiste et ne valait pas mieux que Soboul⁷.

Dans cette lutte contre Soboul et l'historiographie classique, mais surtout contre le communisme, Furet démontra des talents de stratège. Il a bien interprété la conjoncture idéologique et intellectuelle dans laquelle il évoluait et a toujours su se positionner par rapport à elle. D'abord, il a identifié Soboul à un marxisme dogmatique, à une «vulgate révolutionnaire léninopopuliste» associée à la terreur, au goulag, à une période où le marxisme, le

communisme et l'URSS étaient largement discréditées aux yeux de l'ensemble de la population et de la nouvelle gauche intellectuelle. Premier acte, Soboul est idéologiquement isolé et son interprétation de la Révolution discréditée. Ensuite, il a su faire passer ses idées à un vaste public (public plutôt éloigné de l'idéologie communiste) en «accaparant» les maisons d'édition ayant une large audience publique. De plus, pour certaines d'entre elles, la section d'histoire était occupée par des amis, tel son ex-beau-frère, Pierre Nora, chez Gallimard. Soboul quant à lui fut restreint aux revues savantes, les *A.H.R.F.* ou *La Pensée*, lues dans les universités ou chez les marxistes mais non du grand public. La visibilité médiatique de Furet isolera davantage Soboul. Finalement, Furet sut jouer les institutions. Il s'appuya sur l'EHESS, attirant alors par son dynamisme les jeunes chercheurs, pour retrancher Soboul dans une Sorbonne délaissée, contestée. Le déboulonnage de l'historiographie sociale classique et de l'histoire soboulienne, orchestré par Furet, fut une réussite. D'autant plus que Soboul aurait, semble-t-il, préféré garder le silence face à ces attaques et d'y répondre par l'approfondissement scientifique des chantiers qu'il a ouverts. Silence qui fit paraître Soboul comme un historien figé, incapable de répliquer. Mal lui en prit.

Par un juste retournement des choses la révision furétienne, d'origine anglo-saxonne, rebondira à nouveau chez les anglais et les américains, qui suivront à leur tour les arguments de Furet. L'interprétation furétienne de la Révolution éclipsa, dans ce milieu déjà hostile au marxisme et fidèle à Cobban, celle de Soboul. On voit chez les anglo-saxons, comme en France d'ailleurs, comment Furet est parvenu à construire cette image d'un Soboul marxiste dogmatique, dont ce dernier n'a pu se dégager. La preuve? Les anglo-saxons présentent toujours Soboul sous les traits d'un historien marxiste. Autour de Furet, s'agglutineront des historiens de France et du monde anglo-saxon poursuivant le combat de ce dernier et celui de Cobban. Ils contesteront plusieurs éléments de la théorie de Soboul tels que: la révolution bourgeoise, la réaction féodale et la composition sociale de la sans-culotterie. (Soboul était l'auteur d'une thèse magistrale et pionnière sur les sans-culottes parisiens de l'An II, publiée chez Clavreuil en 1958).

Ces attaques anglo-saxonnes avaient une qualité qu'on ne retrouvait pas chez celles de Furet, elles reposaient sur des recherches érudites, sur un travail d'archives. C'est le reproche que Soboul fera à Furet et à Denis Richet, dénonçant leur déficience au niveau de l'érudition et proclamant leur manque de crédibilité, lui qui défendait de pied ferme les acquis de l'historiographie classique sur le terrain même de l'érudition. Soboul avait raison, et par le fait même, décela la principale faiblesse du révisionnisme français: un travail iconoclaste non vérifié au creuset de l'érudition. Soboul ne sera pas le seul à dénoncer cette déficience chez Furet, l'historien Geoffrey Ellis,

un historien britannique, anti-marxiste et révisionniste acharné, donc du camp de Furet, lui fera aussi ce reproche. En fait, à l'époque du conflit (entre 1973-1981), le révisionnisme basé sur l'empirisme proviendra du milieu anglo-saxon. C'est le cas, par exemple, du travail de David D. Bien et de Richard Andrews.

David Bien contestait les conclusions de Soboul sur la supposée réaction aristocratique qui précéda la Révolution, réaction qui bloquait toute possibilité d'ascension sociale pour la roture. En étudiant le cas de l'armée sous l'Ancien Régime et le fameux édit de Ségur de 1781, qui exigeait quatre quartiers de noblesse pour l'obtention d'un poste d'officier, David Bien conclut que cette réaction n'était pas généralisée contre la roture mais seulement contre les nouveaux anoblis.

Pour sa part, Richard Andrews contestait les conclusions de Soboul sur les sans-culottes. Pour Soboul, les sans-culottes ne formaient pas une classe, car ils n'avaient pas un esprit de classe et provenaient de milieux sociaux différents: petits producteurs indépendants, boutiquiers, artisans, salariés, etc. Selon Richard Andrews, rien de plus faux. Pour lui, Soboul s'était fait prendre par le langage rhétorique des révolutionnaires (par lequel de riches bourgeois se qualifiaient eux mêmes de sans-culottes), homologué dans les documents F7 des Archives nationales (ces archives sont politiques et se composent des dossiers individuels du personnel des sections parisiennes à l'an II). En utilisant d'autres sources, notamment le fonds F30 des Archives nationales, sources socio-économiques, composées des dossiers individuels des employeurs des 48 sections, Andrews s'est rendu compte que ces fameux sans-culottes ne provenaient pas du monde des petits producteurs, mais plutôt de la bourgeoisie et du milieu des moyens et grands producteurs. Provenant du même milieu, ils possédaient, toujours selon Andrews, un esprit de classe contrairement à ce qu'avait affirmé Soboul.

En comparant les travaux d'Andrews et de Bien avec ceux de Furet, nous constatons comment ce dernier se contenta de contester l'interprétation soboulienne du seul point de vue conceptuel (là où entre en jeu l'aspect idéologique), sans jamais l'expérimenter au creuset de l'érudition⁸.

Épilogue: le refus de la Révolution

Au lendemain de cette polémique, il semble bien que Furet ait réussi à discréditer Albert Soboul et son travail historique. Il y est parvenu, nous l'avons constaté, grâce à des arguments idéologiques plutôt que scientifiques, en associant Soboul au communisme, au totalitarisme, devenus objets de mépris dans nos sociétés. Pour plusieurs historiens et pour une large partie du public cultivé, Furet a remporté la victoire sur Soboul (mort en 1982). On le couronna d'ailleurs «roi du bicentenaire» de 1789, en 1989.

Mais à partir de cet instant, Furet et son travail historique furent l'objet de nombreuses critiques. Furet affirmait son détachement idéologique et l'objectivité de ses conceptualisations, ce que ses amis défendaient avec beaucoup d'arrogance.

Cependant, lorsque nous analysons les derniers écrits de Furet portant plutôt sur l'histoire du XX^e siècle, surtout sur le communisme, nous constatons la faiblesse de cette défense et nous comprenons mieux sa vision de la Révolution française. Elle est, pour Furet, rappelons le, la matrice de la démocratie et des dérives totalitaires du XX^e siècle. Dans *Le Passé d'une illusion* (Paris, Calmann-Lévy, 1995), Furet met un point final à son cheminement intellectuel depuis la parution du «catéchisme révolutionnaire» en 1971. Dans ce livre, nous comprenons enfin pourquoi il souhaitait tant voir la «fin ou la mort» de la Révolution (1978). C'est que, plus que le communisme, c'est l'idée même de révolution que Furet déteste. Dans *Le Passé d'une illusion*, Furet choisit clairement son camp et affirme sans ambages que le capitaliste (le bourgeois ou le libéral) était en osmose philosophique avec le démocrate. Ainsi, Furet condamnait à l'avance toute tentative de dépasser la société libérale car ce dépassement serait par le fait même antidémocratique et nous conduirait au totalitarisme ou à tout le moins à une dictature. Furet croit aux institutions, au libéralisme et au réformisme, il l'a souvent affirmé.

Selon lui, la Révolution française et notamment sa phase populaire, avait laissé comme héritage la haine du riche et du bourgeois. Pour Furet, c'est l'héritage, négatif à ses yeux, qu'ont partagé et revendiqué communément les socialistes, les communistes, les fascistes et les nazis. Il parle souvent d'une droite révolutionnaire — les nazis formaient, selon lui, un parti révolutionnaire — et de la gauche révolutionnaire qu'il définit comme des totalitarismes. Dans les années 1920-1930, s'affrontaient donc, selon Furet, deux idéologies: le fascisme/nazisme et le communisme, ayant des origines communes dans la haine du bourgeois et le même moyen, la révolution, pour changer et dépasser la société bourgeoise. Comme la révolution (ou le volontarisme politique) fut un moyen commun aux communistes et aux nazis, deux formes de totalitarisme, pour détruire la société bourgeoise, elle est donc à proscrire comme moyen de changement, car elle aboutit inévitablement au totalitarisme.

Si Furet s'acharne tant contre le communisme, ce n'est pas tant à cause de sa doctrine, mais plutôt parce que ce parti propose une voie révolutionnaire, donc antidémocratique. Furet ne s'en est pas pris au fascisme/nazisme, car ces «partis révolutionnaires» (Furet) ont été détruits avec la Seconde Guerre mondiale. Seul le Parti communiste présentait encore la menace d'une révolution et pour cette seule raison, Furet se faisait un devoir de le combattre. Alors, que penser de l'objectivité de son travail d'historien? Il ne

l'était certainement pas plus que Soboul. Que dire de sa critique de Soboul, reposant semble-t-il sur une lecture partielle et partielle des écrits de ce dernier?⁹ Tiens, allons plus loin! Qui était François Furet? Était-il un historien de la Révolution française ou un «historiographe»? Un essayiste? Un philosophe de l'histoire ou l'historien des passions révolutionnaires? Son cheminement intellectuel, le conduisant des études révolutionnaires aux études sur le communisme, qu'il percevait comme deux expériences négatives, démontre en tout cas qu'il était certainement l'homme du refus du changement. Et seul Soboul est encore taxé de dogmatisme!

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pour approfondir ce sujet, voir Alfred Cobban, *The myth of the French Revolution*, Londres, College University, 1978, 25 pages; et aussi, *Le sens de la Révolution française*, Paris, Julliard, 1984, 215 pages. Aussi Robert Palmer, «Polémique américaine sur le rôle de la bourgeoisie dans la Révolution française», *Annales Historiques de la Révolution française (A.H.R.F.)*, t. 39, 1967, p. 376.
2. Sur ce sujet, voir Jacques Godechot: *Les Révolutions 1770-1799*, Paris, P.U.F., coll. Nouvelle Clio, 1960 et Robert Palmer, *The age of the Democratic Revolution. A Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton, 1959. Aussi, Albert Soboul: «L'historiographie classique de la Révolution française, sur des controverses récentes», *La Pensée*, no. 177, 1974, p. 40-58.
3. Autour de ce débat voir François Furet et Denis Richet, *La Révolution française*. Paris, Hachette, coll. Réalités, t.1, 1965 et t. 2 en 1966; Denis Richet, «Autour des origines idéologiques et lointaines de la Révolution française. Élitisme et Despotisme», *Annales ESC*, 24^e année, no. 1, janvier-février, 1969, p. 1-23; Albert Soboul, «L'historiographie classique...», *loc. cit.*; Claude Mazauric, «Réflexions sur une nouvelle conception de la Révolution française», *A.H.R.F.*, t. 39, 1967, p. 341 et *Sur la Révolution...*, *op. cit.*, Paris, Éditions Sociales.
4. No. 2, mars-avril 1971. Repris dans *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, où Furet a intercalé à l'article original une réflexion sur l'État d'Ancien Régime. Format poche, Folio/Histoire, p. 145-151.
5. François Furet, *Penser la Révolution...*, *op. cit.*, p. 133-207, les citations en sont toutes tirées. Denis Richet et Albert Soboul, «Correspondances», *Annales ESC*, 25^e année, no. 5, septembre-octobre 1970, p. 1494-1496; (Collectif ?), «Une histoire écrite avec des ciseaux», *Contrepoint*, no. 5, (Hiver 1971), p. 105-118.
6. Sur cette question voir Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 151 et suiv.; et Arlette et Christian Ambrosi, *La France 1870-1990*, Paris, Masson, coll. Un siècle d'histoire, p. 28 et suiv.
7. Pour mieux comprendre cette partie, voir François Furet, *Penser la Révolution française*, *op. cit.*, et Steven Kaplan, *Adieu 89*, Paris, Fayard, 1991, p. 800 et suiv.

8. Sur les réinterprétations de la Révolution voir le numéro spécial des *Annales ESC*, 29^e année, no. 1, janvier- février, 1974, notamment le texte de David Bien, «La réaction aristocratique avant 1789: l'exemple de l'armée», p. 23-48; François Furet et Mona Ozouf (dir.), *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1988; Richard Andrews, «Social Structures, Political Elites and Ideology in Revolutionary Paris, 1792-1794: a Critical Evaluation of Albert Soboul's *Les sans-culottes parisiens en l'an II.*», *Journal of Social History*, vol. 19 (1985-1986), automne 1985, p. 71-112; Geoffrey Ellis, «The "Marxist Interpretation" of the French Revolution», *English Historical Review*, t. XCIII, no. 367, avril 1978, pp. 353-376. Mentionnons aussi les de Colin Lucas, William Doyle, Guy Chaussinand-Nogaret, etc...

9. C'est l'objet de mon mémoire de maîtrise, dont le présent article est tiré, s'agissant ici, plus précisément, d'une reformulation du troisième chapitre. Voir Marc Bordeleau, *L'interprétation de la Révolution française chez Albert Soboul*. mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 1999, 163 pages.